



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI.

Ressources Humaines - Recours à des vacations - Création de nouvelles vacations pour les médecins de prévention - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Pour répondre à un besoin temporaire de médecins afin d'exercer le rôle de médecin de prévention à destination des agents dans le cadre des missions de santé au travail du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales mutualisé, il est nécessaire de créer de nouvelles vacations pour les médecins de prévention.

Le contexte national de pénurie de médecins, plus particulièrement de médecins du travail, rend difficile la mise en œuvre de remplacement lors d'absences ou de départs.

Par ailleurs, le service inter-entreprises de santé au travail ainsi que le Centre de gestion ne peuvent répondre à l'intégralité du besoin de suivi des agents de manière immédiate.

Afin de palier de manière temporaire aux difficultés de recrutement et afin de permettre un suivi médical des agents, il est en conséquence proposé de créer une vacation et de définir des taux horaires de rémunération à 45 €/ heure.

Les médecins concernés seront rémunérés en application de ces taux horaires et sur état de présence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'une vacation et les taux horaires spécifiques,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2018, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-32399-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.